

Fédération Internationale des Journalistes

Conférence internationale sur le droit de la presse

Comment la communauté internationale peut-elle garantir la liberté de la presse et la protection des journalistes face à la montée des censures, des violences politiques et de la concentration des médias ?

La Fédération Internationale des Journalistes (ou FIJ) est la plus grande organisation mondiale de journalistes- une fédération syndicale internationale qui rassemble près de 600.000 professionnels des médias dans 187 syndicats et organisations. Elle est fortement engagée dans la défense de la liberté de la presse, de l'indépendance éditoriale et de la protection des professionnels des médias. Dans le cadre de la Conférence internationale sur le droit de la presse, la problématique de la garantie de la liberté d'expression face à la montée des censures, des violences politiques et de la concentration des médias constitue un enjeu central. Cette question s'inscrit dans un contexte international marqué par une montée de la censure, des violences politiques et de la concentration des médias. La FIJ considère que la liberté de la presse constitue un pilier essentiel des sociétés démocratiques et qu'elle nécessite une protection juridique, politique et économique renforcée à l'échelle internationale.

La montée des régimes restrictifs, des pressions économiques et politiques sur les médias et des violences ciblant les journalistes et les organisations qui les protègent, affecte la mission de défense des droits des professionnels de l'information. L'augmentation des attaques, des arrestations, de la surveillance et des campagnes de désinformation crée un climat d'insécurité qui compromet l'exercice du journalisme libre. Ces défis concernent directement l'institution représentée, dont l'action repose sur la protection des journalistes et la promotion de règles garantissant le pluralisme médiatique. Les restrictions à la liberté de la presse constituent une atteinte aux droits individuels et une menace pour l'accès des citoyens à de l'information fiable et vérifiée. Dans ce cadre, la protection des journalistes et la lutte contre l'impunité deviennent des priorités stratégiques pour préserver la diversité des voix et la qualité du débat public à l'échelle mondiale.

La Fédération Internationale des Journalistes adopte une position ferme en faveur du renforcement des cadres juridiques internationaux pour garantir la liberté de la presse, notamment en cohérence avec les principes défendus par l'UNESCO et les normes internationales relatives aux droits humains. Comme le cite Le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et l'issue d'impunité, mentionné sur le site officiel de la FIJ, dans le 4e article de son introduction, "La sécurité des journalistes et la lutte [...] est essentielle à la préservation du droit fondamental à la liberté d'expression, garanti par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.". L'institution soutient l'application rigoureuse des conventions protégeant la liberté d'expression et s'oppose à toute forme de censure institutionnelle ou économique, défendant une approche multilatérale fondée sur la coopération internationale, la transparence des politiques médiatiques et la responsabilité des États dans la protection des professionnels de l'information.

La censure est une des menaces les plus directes à la liberté de la presse, qu'elle prenne une forme directe (i.e. emprisonnement de journalistes, blocage / filtrage de sites internet, etc...) ou indirecte (i.e. pressions économiques, précarisation des conditions de travail des journalistes, etc...). La

Fédération Internationale des Journalistes considère la censure comme un frein à la démocratie, empêchant la diffusion d'informations d'intérêt public. L'institution plaide pour l'adoption de lois internationales protégeant l'indépendance éditoriale et limitant l'ingérence gouvernementale dans les médias. Elle soutient la création d'organismes indépendants de régulation garantissant la transparence des décisions liées à la diffusion de l'information. Des mécanismes de sanction contre les États pratiquant la censure systématique pourraient dissuader les atteintes répétées à la liberté de la presse, et le renforcement de l'éducation aux médias et à l'information servirait à lutter contre les manipulations informationnelles. Enfin, la Fédération soutient la mise en place d'un label international de presse libre et indépendante afin d'identifier et de valoriser les médias respectant des standards élevés d'indépendance, de transparence et de déontologie, renforçant ainsi leur crédibilité et leur protection face à la censure et à la désinformation.

Les violences politiques contre les journalistes représentent une menace majeure pour la liberté d'expression et la démocratie à une échelle internationale. L'institution représentée souligne l'importance de lutter contre l'impunité des crimes commis contre les professionnels de l'information et de renforcer leur protection juridique et physique. La Fédération Internationale des Journalistes soutient la création de mécanismes internationaux d'enquête et de protection, ainsi que la coopération entre États pour garantir la sécurité des journalistes, notamment dans les zones de conflit et les contextes autoritaires.

Le financement des médias influence directement leur indépendance éditoriale et leur capacité à produire une information fiable. La Fédération Internationale des Journalistes défend des modèles économiques transparents, diversifiés et durables afin de réduire la dépendance aux pressions politiques ou économiques. L'organisation soutient le développement de fonds internationaux dédiés au journalisme d'intérêt public et encourage les politiques publiques favorisant la viabilité des médias indépendants, tout en préservant leur autonomie.

La concentration des médias entre les mains d'un nombre restreint d'acteurs économiques menace le pluralisme de l'information et la diversité des opinions. La Fédération Internationale des Journalistes plaide pour des régulations antitrust renforcées et une transparence accrue sur la propriété des médias. Elle soutient également la promotion de médias indépendants et locaux afin de garantir une représentation équilibrée des voix et des perspectives dans l'espace médiatique.

La transition numérique transforme les modes de production et de diffusion de l'information, tout en exposant les journalistes à de nouveaux risques tels que la désinformation, la précarisation et la surveillance en ligne. La FIJ encourage l'adaptation des cadres juridiques à l'environnement numérique, la protection des droits des journalistes en ligne et la régulation des plateformes numériques. Elle soutient également la formation aux outils numériques et la reconnaissance des droits sociaux des journalistes travaillant dans des formats digitaux.

La Fédération Internationale des Journalistes réaffirme son engagement en faveur de la liberté de la presse, de la protection des journalistes et du pluralisme médiatique face à la montée des censures, des violences politiques et de la concentration des médias. L'institution privilégie une approche multilatérale fondée sur le renforcement des normes internationales, la coopération entre États et le soutien aux médias indépendants. Sa position s'inscrit dans une dynamique résolument europhile et internationaliste, favorisant la coopération internationale, la défense des droits fondamentaux et la consolidation des cadres juridiques supranationaux pour garantir une presse libre, indépendante et protégée à l'échelle mondiale.